
1929*Paru dans "la Lutte de classes", n° 17, janvier 1930.***Œuvres - octobre 1929 Léon Trotsky**

Les fautes fondamentales du syndicalisme

Pour servir de discussion avec Monatte et avec les syndicalistes purs en général

Quand, en octobre 1914, je suis arrivé en France, j'ai trouvé le mouvement français, socialiste et syndical, dans l'état de la démoralisation la plus complète. A la recherche des révolutionnaires, une bougie à la main, j'ai fait la connaissance de [Monatte](#) et de [Rosmer](#). Ils n'étaient pas assujettis au chauvinisme. C'est ainsi que notre amitié naquit. Monatte était anarcho-syndicaliste ; malgré cela, il m'était incomparablement plus proche que les guesdistes français qui jouaient un rôle lamentablement honteux. Les [Cachin](#) exploraient à cette époque les entrées de service des ministères de la III^e République et des ambassades alliées. En 1915, Monatte est sorti en claquant la porte de la commission administrative de la [C. G. T.](#) Son départ du centre syndical n'était au fond qu'une scission. Mais, à cette époque-là, Monatte croyait avec raison que les tâches historiques fondamentales du prolétariat sont à placer au-dessus de l'unité avec les chauvins et les laquais de l'impérialisme. C'est en cela précisément que Monatte fut fidèle aux meilleures traditions du syndicalisme révolutionnaire.

Monatte, un des premiers amis de la révolution d'Octobre, se tint cependant, contrairement à Rosmer, longtemps à l'écart. Et cela correspondait bien au caractère de Monatte, je m'en suis convaincu plus tard, de rester à l'écart, d'attendre, de critiquer. Parfois, c'est absolument inévitable. Mais comme ligne de conduite permanente, cela devient une sorte de sectarisme ayant des étroites affinités avec le proudhonisme, mais rien de commun avec le marxisme.

Quand le parti socialiste français devint le parti communiste, il m'arriva maintes fois de m'entretenir avec Lénine du lourd héritage que l'Internationale avait reçu en la personne de chefs du genre Cachin, Frossard et autres héros de la Ligue des droits de l'homme, de francs-maçons, de parlementaires, de carriéristes et de bavards. Voici une de ces conversations que j'ai déjà reproduites dans la presse, si je ne me trompe - Il serait bon, me disait Lénine, de chasser toutes ces girouettes et d'attirer dans le parti les syndicalistes révolutionnaires, les ouvriers combatifs, des gens qui soient vraiment dévoués à la cause de la classe ouvrière. Et Monatte ? - Monatte serait naturellement dix fois mieux que Cachin et ses semblables, lui ai-je répondu. Seulement, Monatte non seulement continue de nier l'action parlementaire, mais encore n'a pas compris jusqu'à présent la signification du parti. » Lénine fut consterné : « Pas possible ! N'a pas compris la signification du parti, après la révolution d'Octobre ? C'est un symptôme très inquiétant. »

J'entretenais avec Monatte une correspondance dans laquelle j'insistais pour qu'il vînt à Moscou¹. Monatte se déroba. Conformément à sa nature, il préférait encore demeurer à l'écart et attendre. Et puis, le parti communiste français ne lui plaisait pas. En cela, il avait raison. Mais au lieu de l'aider à se transformer, il attendait. Nous réussîmes durant le [4^e congrès](#) à faire les premiers pas en vue d'épurer le P.C.F. des francs-maçons, des pacifistes et des chasseurs de mandats. Monatte entra dans le parti.

¹ Monatte devait répondre (*Révolution prolétarienne* n° 97, 1^{er} février 1930, P. 3) : « S'il m'avait écrit, je m'en souviendrais. Or je ne m'en souviens pas du tout. M'a-t-il écrit et ses lettres ne me sont-elles pas parvenues ? » La mémoire de Monatte le trahissait : *les lettres de Trotsky ont été retrouvées dans ses archives.*

Il n'est pas nécessaire de souligner que cela ne signifiait pas, à nos yeux, qu'il adoptât les positions du marxisme : nullement. Le 23 mars 1923, j'écrivais dans la [Pravda](#) : « L'entrée dans le parti de notre vieil ami Monatte fut pour nous une grande fête : les gens de cette trempe sont nécessaires à la révolution. Mais il serait certainement faux de payer le rapprochement au prix d'une confusion ou d'un manque de clarté dans les idées ». Dans cet article, je soumettais à la critique la scolastique de [Louzon](#) concernant les rapports entre la classe, les syndicats et le parti. En particulier, j'expliquais que le syndicalisme d'avant-guerre avait été un embryon du parti communiste, que, depuis, cet embryon était devenu enfant et que si cet enfant souffrait de la rougeole ou du rachitisme, il fallait le soigner, mais qu'il serait absurde de rêver qu'on pût le faire rentrer dans le sein maternel. Il me sera peut-être permis de dire à ce propos que, défigurés, les arguments de mon article de 1923 servent encore d'armes principales contre Monatte entre les mains de [Monmousseau](#) et autres guerriers anti trotskystes.

Monatte est entré dans le parti ; mais à peine commençait-il à en faire le tour et à s'habituer à une maison plus vaste que sa petite boutique du quai de Jemmapes², que le coup d'État dans l'Internationale s'abat sur lui : Lénine est tombé malade, la campagne contre le trotskysme et la bolchevisation zinoviéviste ont commencé. Monatte ne pouvait pas se soumettre aux arrivistes qui, s'appuyant sur l'état-major des épigones de Moscou et disposant de moyens matériels illimités, agissaient par l'intrigue et la calomnie. Monatte s'est trouvé rejeté du parti. Cet épisode, important, mais qui n'est quand même qu'un épisode, a revêtu une importance décisive pour le développement politique de Monatte. Il a décidé que sa courte expérience du parti avait pleinement confirmé ses préjugés anarcho-syndicalistes contre le parti en général. Monatte commença alors à revenir avec insistance sur ses pas, vers les positions qu'il avait quittées. Il commença à aller rechercher la charte d'Amiens. Pour cela il a dû se tourner vers le passé. L'expérience de la guerre, celle de la révolution russe, celle du mouvement syndical mondial ont été perdues pour lui sans presque qu'il en restât de traces. Monatte demeurait de nouveau à l'écart et attendait. Quoi ? Un nouveau congrès d'Amiens. Pendant ces dernières années, je n'eus malheureusement pas la possibilité de suivre ce retour en arrière de Monatte : l'opposition russe vivait dans le cercle du blocus.

L'unité syndicale.

De tout le trésor de la théorie et de la pratique de la lutte mondiale du prolétariat, Monatte n'a tiré que deux idées : l'autonomie syndicale et l'unité syndicale. Ces deux principes purs, il les a placés au-dessus de la réalité pécheresse. C'est sur l'autonomie syndicale et l'unité syndicale qu'il a fondé son journal et la Ligue syndicaliste³. Hélas, ces deux idées sont vides et chacune d'elles ressemble au trou de l'anneau. Que l'anneau puisse être de fer, d'argent ou d'or, Monatte n'y fait nullement attention. L'anneau, vous savez, cela gêne toujours l'activité des syndicats. Monatte ne s'intéresse qu'au trou de l'autonomie.

Non moins vide est l'autre principe sacré : l'unité. Au nom de celle-ci, Monatte s'est même élevé contre la dissolution du comité anglo-russe, bien que le conseil général des trade-unions britannique, eût brisé la grève générale⁴. Le fait que Staline, [Boukharine](#), Cachin, Monmousseau et autres aient soutenu le bloc avec les briseurs de grève jusqu'au moment où ces derniers les rejetèrent à coups de pied ne diminue certainement en rien la faute de Monatte. À mon arrivée à l'étranger, j'ai tenté d'expliquer aux lecteurs de *la Révolution prolétarienne* le caractère criminel de ce bloc, dont les conséquences se

² Le local de *la Vie ouvrière*.

³ *La Révolution prolétarienne* en 1924 et la Ligue syndicaliste en 1926.

⁴ La question du comité anglo-russe était l'une des trois pierres de touche pour la constitution de l'opposition internationale, aux yeux de Trotsky ; plus particulièrement, le test de l'opportunisme.

font sentir jusqu'à présent sur le mouvement ouvrier ; Monatte n'a pas voulu publier mon article⁵. Et comment aurait-il pu en être autrement, puisque j'avais commis un attentat contre l'unité syndicale sacrée, qui résout toutes les questions, concilie toutes les contradictions ?

Quand des grévistes se heurtent sur leur chemin à un groupe de briseurs de grève, ils les rejettent de leur sein sans leur épargner les horions. Si les briseurs de grève sont syndiqués, on les jette dehors immédiatement, sans se préoccuper du principe sacré de l'unité syndicale. À cela Monatte n'a certainement pas d'objections ? Mais l'affaire est tout autre quand il s'agit de la bureaucratie syndicale et de son sommet. Le conseil général n'est pas composé de briseurs de grève arriérés et affamés, non, ce sont des traîtres tout à fait expérimentés et repus, qui se sont trouvés à un moment donné dans la nécessité de se mettre à la tête de la grève générale pour la décapiter d'autant plus rapidement et sûrement. Ils agissaient la main dans la main avec le gouvernement, le patronat et l'Église. Il semblait que les chefs des syndicats russes, qui faisaient partie d'un bloc politique avec le conseil général, auraient dû immédiatement, ouvertement, implacablement rompre avec lui dès ce moment, à la face des masses trompées, trahies par lui. Mais Monatte se cabre farouchement : défense de troubler l'unité syndicale ! De façon significative, il oublie que lui-même troubla cette unité en 1915 en sortant du « conseil général » de la C. G. T. U.

Il faut le dire carrément : entre le Monatte de 1915 et le Monatte de 1929, il y a un abîme. A Monatte, il doit sembler qu'il demeure tout à fait fidèle à lui-même. Formellement, c'est juste jusqu'à un certain point. Monatte répète quelques vieilles formules, mais il ignore totalement l'expérience des quinze dernières années, plus riches en enseignements que toute l'histoire précédente de l'humanité. En essayant de revenir sur ses anciennes positions, Monatte ne remarque même pas qu'elles ont depuis longtemps disparu. Quelle que soit la question soulevée, Monatte regarde en arrière.

Cela se voit de façon particulièrement claire dans la question du parti et de l'État.

Les dangers de l'étatisme.

Il y a quelque temps, Monatte m'accusait de sous-estimer « les dangers de l'étatisme »⁶. Ce reproche n'est pas neuf ; il a son origine dans la lutte de Bakounine contre Marx et il démontre une conception fautive, contradictoire et finalement non prolétarienne de l'État.

À l'exception d'un seul pays, le pouvoir étatique dans le monde entier se trouve aux mains de la bourgeoisie. C'est en cela, ce n'est qu'en cela que consiste le danger étatique du point de vue du prolétariat. La tâche historique de celui-ci est d'arracher des mains de la bourgeoisie l'instrument d'oppression le plus puissant. Les communistes ne nient pas les difficultés, les dangers qui sont liés à la dictature du prolétariat. Mais est-ce que cela peut diminuer d'un iota la nécessité de s'emparer du pouvoir ? Si le prolétariat tout entier était entraîné par un élan irrésistible à la conquête du pouvoir, ou s'il l'avait déjà conquis, on pourrait, à la rigueur, comprendre tels ou tels avertissements des syndicalistes. Dans son testament, Lénine, on le sait, mettait en garde contre les abus du pouvoir révolutionnaire. La lutte contre les déformations de la dictature du prolétariat, l'opposition la mène depuis qu'elle existe et sans avoir eu besoin de faire des emprunts aux arsenaux des anarchistes.

Mais dans les pays bourgeois le malheur consiste en ce que l'écrasante majorité du prolétariat ne comprend pas comme il faudrait les dangers de l'État *bourgeois*. Par la manière qu'ils ont de traiter la

⁵ Dans sa réponse, Monatte plaide non coupable contre cette accusation. Il écrit en effet (*R. P.*, n° 97, 1^{er} février 1930) qu'il ajourna la publication afin de ne pas gêner Trotsky qui venait de demander un visa pour la Grande-Bretagne, puis renonça définitivement après que Trotsky eût fait savoir notamment à *Contre le courant*, qu'il réservait sa collaboration et, par conséquent, la publication de ses articles à la seule *Vérité*.

⁶ *La Révolution prolétarienne*, n° 79, 1^{er} mai 1929, p. 2.

question, les syndicalistes, involontairement bien sûr, concourent à cette attitude de conciliation passive des ouvriers à l'égard de l'État du capital. Quand les syndicalistes serinent aux ouvriers opprimés par le pouvoir bourgeois leurs avertissements quant aux dangers d'un État du prolétariat, ils jouent un rôle purement réactionnaire. La bourgeoisie répétera volontiers à l'adresse des ouvriers : « Ne touchez pas à l'État : c'est un engin plein de dangers pour vous. » Le communiste, lui, dira aux ouvriers : « Les difficultés et les dangers qui se dressent devant le prolétariat au lendemain de la conquête du pouvoir, nous apprendrons à les vaincre sur la base de l'expérience. Mais, à l'heure actuelle, les dangers les plus menaçants résident en ce que notre ennemi de classe tient dans ses mains les rênes du pouvoir et le dirige contre nous. »

Dans la société contemporaine, il n'y a que deux classes qui soient capables de tenir le pouvoir dans leurs mains : la bourgeoisie capitaliste et le prolétariat révolutionnaire : depuis longtemps la petite bourgeoisie a perdu la possibilité économique de diriger les destins de la société moderne. Parfois, dans des accès de désespoir, elle se dresse pour la conquête du pouvoir, même les armes à la main, comme cela s'est passé en Italie en Pologne et dans d'autres pays⁷. Mais les insurrections fascistes n'aboutissent qu'à ce résultat : le nouveau pouvoir devient l'instrument du capital financier sous une forme encore plus dépouillée et brutale. Voilà pourquoi les idéologues les plus représentatifs de la petite bourgeoisie ont peur du pouvoir étatique comme tel. La petite bourgeoisie craint le pouvoir quand il est entre les mains de la grande bourgeoisie parce que celle-ci l'opprime et la ruine. Elle le craint aussi quand il est entre les mains du prolétariat, car il sape toutes les conditions de son existence coutumière. Enfin, elle craint le pouvoir quand il tombe dans ses propres mains parce que, de ses mains impuissantes, il passera fatalement aux mains du capital financier ou du prolétariat.

Les anarchistes ne voient pas les problèmes révolutionnaires du pouvoir étatique, son rôle historique, ils ne voient que les « dangers de l'étatisme ». Les anarchistes anti étatiques sont les représentants les plus fidèles et, pour cette raison, les plus décourageants de la petite bourgeoisie dans son impasse historique.

Oui, les « dangers de l'étatisme » existent aussi sous le régime de la dictature du prolétariat, mais la substance de ces dangers consiste précisément en ce que le pouvoir risque justement de revenir aux mains de la bourgeoisie.

Le danger étatique le plus connu et le plus apparent, c'est le **bureaucratisme**.

Mais quel en est le caractère ? Si la bureaucratie ouvrière éclairée pouvait amener la société au socialisme, c'est-à-dire jusqu'à la liquidation de l'État, nous nous réconcilierions avec une telle bureaucratie. Mais elle a un caractère tout à fait opposé : en se séparant du prolétariat, en s'élevant au-dessus de lui, **la bureaucratie** tombe sous l'influence des classes petites-bourgeoises et peut, par cela même, faciliter le retour du pouvoir aux mains de la bourgeoisie. En d'autres termes, les « dangers étatiques » ne sont en dernière analyse autre chose pour le prolétariat que le danger de rendre le pouvoir à la bourgeoisie.

La question de la *source* de ce danger bureaucratique est non moins importante. Il serait radicalement faux de croire, de supposer que le bureaucratisme surgisse exclusivement du fait de la conquête du pouvoir par le prolétariat. Non, il n'en est pas ainsi. On peut voir dans les États capitalistes les formes les plus monstrueuses du bureaucratisme, précisément dans les syndicats. Il suffit de jeter un coup d'œil sur l'Amérique, l'Angleterre et l'Allemagne. Amsterdam, c'est l'organisation internationale la plus puissante de la bureaucratie syndicale. C'est grâce à elle que se tient maintenant debout l'édifice tout entier du capitalisme, surtout en Europe et particulièrement en Angleterre. S'il n'y avait pas la bureaucratie des trade-unions, la police, l'armée, les tribunaux, les lords, la monarchie n'apparaîtraient

⁷ Allusion aux mouvements dirigés par Pilsudski en Pologne et Mussolini en Italie.

que comme des jouets pitoyables et ridicules devant les masses prolétariennes. C'est par elle que la bourgeoisie existe, non seulement dans la métropole, mais aux Indes, en Égypte et dans les autres colonies. Il faudrait être complètement aveugle pour dire aux ouvriers anglais : « Prenez garde à la conquête du pouvoir et rappelez-vous toujours que vos syndicats sont l'antidote du danger bureaucratique. » Le marxiste leur dira au contraire : « La bureaucratie trade-unioniste est l'instrument le plus formidable de votre oppression par l'État bourgeois. Il faut arracher le pouvoir des mains de la bourgeoisie et, pour cela, il faut renverser son principal agent : la bureaucratie trade-unioniste. » Entre parenthèses, c'est pour cette raison notamment que l'alliance de Staline avec les briseurs de grève fut à ce point criminelle.

Par l'exemple de l'Angleterre, on voit très clairement combien il est absurde d'opposer comme s'il s'agissait de deux principes différents l'organisation syndicale et l'organisation étatique. En Angleterre plus qu'ailleurs l'État repose sur le dos de la classe ouvrière, qui compose l'écrasante majorité de la population du pays. Le mécanisme est tel que la bureaucratie s'appuie directement sur les ouvriers, et l'État indirectement, par l'intermédiaire de la bureaucratie trade-unioniste.

Jusqu'à maintenant nous n'avons pas mentionné le Labour Party qui, en Angleterre, dans ce pays classique des syndicats, est la simple transposition de la même bureaucratie trade-unioniste. Les mêmes chefs guident les syndicats, trahissent la grève générale, mènent la campagne électorale et siègent, après, dans les ministères. Le Labour Party, les trade-unions, ce n'est pas deux principes, c'est la division technique du travail. Ensemble, ils constituent l'instrument fondamental de la domination de la bourgeoisie anglaise. On ne peut renverser cette dernière sans renverser la bureaucratie du Labour. Et on ne peut aboutir à ce résultat par l'opposition du syndicat en tant que tel à l'État en tant que tel, mais seulement par l'opposition agissante du parti communiste à la bureaucratie du Labour, dans tous les domaines de la vie sociale : dans les trade-unions, dans les grèves, dans la campagne électorale, au Parlement et au pouvoir. La tâche principale d'un vrai parti du prolétariat consiste à se mettre à la tête des masses ouvrières, syndiquées ou non, pour arracher le pouvoir à la bourgeoisie et frapper à mort les « dangers de l'étatisme »⁸.

⁸ Monatte répondit : « Trotsky se méprend sur *la Révolution prolétarienne* comme il se méprend sur le syndicalisme, comme il se méprend sur moi. Mais je ne désespère pas de le voir obligé de reconnaître un jour qu'en France le véritable communisme, c'est le syndicalisme révolutionnaire.